

NON!...

"Dans les domaines qui ne relèvent pas de sa compétence exclusive, la Communauté n'intervient, conformément au principe de subsidiarité, que si et dans la mesure où les objectifs de l'action envisagée ne peuvent pas être réalisés de manière suffisante par les États membres".

Le Monde du 30 avril 1992.

Le référendum décidé par François Mitterrand sur 1 Europe engage gravement l'avenir de chacun d'entre nous. Il exige un engagement personnel.

En ce qui me concerne, aucune hésitation n'est possible: il faut répondre **NON!** à l'Europe des régions, **NON!** à l'Europe de la réaction sur toute la ligne.

Lors de notre dernier Congrès confédéral, Marc Blondel a fort justement rappelé que l'Europe qui se construit est avant tout «*celle d'un marché facilitant la circulation des capitaux*».

Il a également souligné que faute de véritable débat, le citoyen est tenu dans l'ignorance des réalités européennes.

"Sait-on, par exemple, nous a-t-il dit, que la volonté de revenir sur l'interdiction du travail de nuit des femmes découle d'une décision européenne? Sait-on que la volonté de réduire les cotisations sociales patronales découle de l'Europe? Sait-on que la politique économique de désinflation compétitive est liée à la logique de la construction européenne? Sait-on que les processus de dés-administration, voire de dé-laïcisation, découlent aussi de cette logique européenne? Sait-on encore que les principales orientations budgétaires, en particulier fiscales, découlent, elles aussi, de l'Europe?..."

Or, le problème de fond, c'est que l'Europe actuelle se construit, pour l'essentiel, sur une logique économique et capitaliste reléguant la dimension politique et le social au rang des accessoires».

On peut ajouter que la politique agricole qui nous est imposée par Bruxelles, notamment la politique dite des quotas (quotas céréaliers, laitiers, etc...), conduit des dizaines de milliers de paysans à la ruine et à la misère et crée des chômeurs condamnés, pour la plupart d'entre eux, à n'être que des «*fins de droits*» réduits au RMI. Il est vrai que les plus chauds partisans de l'Europe eux-mêmes prévoient que sa réalisation entraînera pour notre pays un million de chômeurs de plus!

Nous devons également aux bureaucrates de Bruxelles la politique dite de «*maîtrise des dépenses de santé*» qui subordonne le droit à la santé, autrement dit le droit à la vie, à des considérations économiques. «*La santé n'a pas de prix mais elle a un coût*». C'est en vertu de cette morale-là que M. Fabius et Mme Georgina Dufoix ont engagé leur «*responsabilité*» dans la scandaleuse affaire du sang contaminé par le virus du sida.

Inutile de préciser qu'à mes yeux, M. Fabius et ses ministres sont, non seulement responsables mais aussi coupables!

Mais il ne s'agit là que du volet «*social*» de la construction européenne, il y va aussi de nos libertés.

Déjà, les bureaucrates syndicaux de la *Confédération européenne des syndicats*, largement noyauté par les *démos-chrétiens* type C.F.D.T. - de plus en plus secondés par les ex(?)-bureaucrates staliniens de l'Est reconvertis dans l'économie de marché -, ont le front de remettre en cause (dans le cadre de la nouvelle Europe) le droit à l'existence de notre C.G.T.-F.O. Il est vrai qu'ils le font par la voix de «*syndicalistes*» allemands à qui, décidément, les leçons du passé ne profitent guère. Le plus bel exemple «*d'unité syndicale*» demeurant l'*Arbeits Front* qu'ils ont dû subir de 1933 à 1945.

En réalité, on nous demande d'instaurer dans notre pays le syndicat unique et obligatoire comme nous l'avons connu sous Vichy.

Mais, soyons lucides! Avec le principe de subsidiarité inscrit dans les accords de Maastricht, pourra-t-on encore parler de notre pays? Existera-t-il encore une nation et république françaises?

Il faut être clair: l'Europe des régions qu'on prétend nous faire ratifier par référendum est incompatible avec la démocratie telle que nous la concevons et qui demeure fondée sur la souveraineté du peuple, s'exprimant dans le cadre de la nation.

Enfin, pour les pacifistes qui s'imaginent que la reconstitution mythique de «*l'Empire de Charlemagne*» serait un facteur de paix, qu'ils observent ce qui se passe dans l'ex-empire stalinien où nous assistons au retour de véritables guerres tribales.

Alors, camarades, que chacun d'entre nous mesure bien ses responsabilités. Cette Europe-là... celle de MM. Jacques Delors, Valéry Giscard d'Estaing et Raymond Barre, assistés de MM. François Mitterrand et Pierre Bérégovoy, n'appelle qu'une seule réponse: un *NON!* catégorique doublé d'un *NON!* franc et massif!

Et si par malheur, au contraire des Danois qui, eux, ne se sont pas laissés abuser, nos compatriotes cédaient au déferlement de propagande que nous allons subir et votaient majoritairement *OUI!* au référendum mitterrandesque... En un mot, s'ils acceptaient de se fondre dans «*l'Europe nouvelle*», dans une sorte de «*4^{ème} Reich*» (1).

Alors, il ne nous resterait plus qu'à organiser la résistance et à combattre pour la défense et la reconquête de nos libertés!

Alexandre HÉBERT.

(1) Selon le mot de Jean-Edern Halier.